NAÂMA

Sept individus sous les verrous

Sept individus ont été arrêtés par les éléments de la police judiciaire et mis sous mandat de dépôt pour différentes affaires (vol et drogue), a-t-on appris, auprès de la cellule de communication de la Sûreté de wilaya de Naâma.

A Mécheria, trois personnes ont été braquées, agressées, et délestées de leur argent, par un homme armé et cagoulé. Ce dernier menaçait des passants à l'arme blanche et les délestait de leur argent et d'objets de valeur.

La police qui s'est aussitôt déplacée sur les lieux a pu mettre la main sur le principal accusé après une longue poursuite à travers les ruelles de la ville. Il a été arrêté en possession d'une importante somme d'argent appartenant à l'une des victimes.

Après une perquisition au domicile du présumé coupable qui répond aux initiales de S. J., âgé de 24 ans, des accessoires de portables appartenant à une autre victime, ainsi que des armes blanches, ont été saisis. Par ailleurs, les mêmes services ont procédé à l'arrestation de quatre individus âgés entre 22 et 37 ans en possession d'une importante quantité de kif traité, alors qu'un autre individu a été arrêté pour vente illégale des boissons alcoolisées. Une perquisition en son domicile a permis la découverte de 65 bouteilles de spiritueux de différentes marques.

Dans le même sillage, les éléments de la police judiciaire de Naâma ont, lors d'une patrouille de routine, interpellé un individu d'une vingtaine d'années au comportement suspect.

Après l'avoir fouillé, une plaquette de drogue (kif traité) a été découverte en sa possession. Les sept individus ont tous été écroués.

B. Henine

BORDJ-BOU-ARRÉRIDJ

Flambée de la devise au marché parallèle

Le problématique blanchiment ne semble pas être la préoccupation des services de sécurité tous corps confondus, encore moins du gouvernement. Depuis quelques jours, l'euro prend de l'envol, un euro coûte chez les cambistes 15,40 dinars, constaté surtout à l'approche des élections présidentielles.

Le marché informel de la devise à Bordj-Bou-Arréridj brasse chaque jour un à deux millions d'euros. Les clients viennent de partout (Alger, Oran, Annaba, El Eulma) pour acheter des euros, à n'importe quel prix. Il y a parmi les acheteurs de la devise des industriels qui voudraient acquérir des équipements indispensables à leurs activités, mais il y a surtout des milieux d'affaires occultes et des commis de l'État qui achètent de la devise, des villas, des parcelles de terrain de plusieurs hectares, des établissements commerciaux pour laver leur argent sale issu de la corruption. Ces derniers possèdent selon certains cambistes des chambres fortes chez eux avec des milliards de dinars, dont la seule façon de se débarrasser de cette masse d'argent en papier fiduciaire hors banque est d'acheter n'importe quoi.

La liste est encore longue de ces opérations menées en toute impunité. La question a été posée à un cambiste aguerri concernant cet argent, il a répondu qu'il y a des pays qui offrent un asile à l'argent sale, il s'agit de la Tunisie, le Maroc, la Turquie et les Émirats arabes unis, où plusieurs affairistes algériens ont acheté des biens immobiliers et des établissements commerciaux.

Ces pays ont un rôle stratégique pour la mafia politico-financière algérienne pour se ménager une porte de sortie en cas de changement de régime avec une partie de leur richesse stockée dans ces pays, qui leur sert de «laverie» pour capitaux douteux.

Pourtant, il existe un arsenal juridique et pénal pour lutter contre l'argent sale et le crime organisé, mais on ne voit aucun résultat. Au lieu d'arrêter les cambistes, il faut arrêter les personnes qui viennent au marché informel de la devise en camionnette pleine de billets de banque de 1 000 et 2 000 dinars. S'ajoute à cela la libéralisation sans frein de la circulation des capitaux, facilitée par les nouvelles techniques. Il y a longtemps que le crime organisé en Algérie a étendu sa sphère d'influence bien au delà de la drogue, des armes, de l'immobilier, fabrication illicite, trafic de médicament, fraudes financières qui font partie de leur activité régulière.

Cette situation ne semble pas alarmer plus que cela les services chargés de lutter contre le crime organisé. Si les cambistes de Bordj-Bou-Arréridj brassent un à deux millions d'euros par jour, dans toute l'Algérie il doit y avoir des milliards d'euros qui sont dans les poches des affairistes mafieux. Il est temps d'arrêter la saignée.

Layachi Salah-Eddine

MOSTAGANEM

Les bénéficiaires de logements à Sidi Laâdjel crient à la triche

Malgré le prix exorbitant du logement réglé auprès du promoteur immobilier, les «malheureux» acheteurs de la cité des 50 logements LSP de Sidi Laâdjel demeurent dans l'expectative, ne sachant point à quel saint se vouer !

Pourtant, ces nouveaux propriétaires des lieux n'ont pas osé prétendre au gaz naturel, ni à l'ADSL, encore moins un abribus ou une école primaire proche pour la scolarité de leurs enfants, ils réclament juste un soi-disant «minimum vital» que sont l'eau, l'électricité, le raccordement au réseau de l'assainissement, et un accès bitumé à leur «nouvelle» cité. Du béton sur un terrain bosselé, voilà à quoi ressemble la cité LSP de Sidi Laâdjel construite sur le territoire de la commune, de Sayada dont elle n'est séparée que par le périphérique du contournement de la ville de Mostaganem.

Cette cité, bâtie en début de chantier depuis l'année 2005, a vu sa réception le mois d'octobre de l'année dernière aux acheteurs contre la signature d'un engagement écrit, révélant que «dans l'attente des prestations en eau potable et en électricité», ils acceptent de prendre possession des clefs de leur appartement mais de s'abstenir de toute réclamation. Mis devant le fait accompli, et contraints par l'urgence d'abriter leurs familles, seule une dizaine de locataires ont pris possession de leur logement, en dépit des multiples malfaçons visibles de loin, et malgré l'absence de commodités.

«Parmi ces acquéreurs, des fonctionnaires de police, des cadres administratifs, et autres n'osent pas réclamer et assaillir les services concernés, de crainte de s'offrir en «mauvais modèle» de contestataire !», nous affirme l'un des «malheureux» habitant de la cité.

Photo : DR

Des terrains attenants prévus pour l'aménagement d'aires de jeux et d'espaces verts, laissés à l'abandon depuis le lancement du projet, ont été squattés.

Las de taper et retaper vainement aux portes des services concernés, les locataires veulent bien offrir l'hospitalité au wali qu'ils sollicitent à y faire un détour, ne serait-ce que pendant une petite demi-heure. Peut-être qu'il se rendra compte du calvaire vécu par certains citoyens, au sein même de la ville !

A. B.

EL TARF

L'ANBT décide de réduire le nombre des agents de sécurité affectés au barrage de Bougous

Selon des sources crédibles, l'ANBT (Agence nationale des barrages et des transferts) procédera au cours de la semaine prochaine à la réduction des effectifs en agents de sécurité affectés au barrage de Bougous sis dans la commune éponyme.

«Cette décision est la résultante d'une réunion tenue au mois de juin de l'année passée et fait suite à l'arrêté du wali stipulant une réduction du nombre des agents de 80 actuellement à 49 personnes. Les 31 agents seront, cependant, redéployés dans le barrage en construction de Boukhroufa sis dans la commune de Bouteldja.

Malheureusement, ladite décision n' a pas pris en compte les soubresauts et la situation sécuritaire que connaît le pays voisin, la Tunisie et pour cause les délimitations de l'infrastructure frôle la bande frontalière et peut faire l'objet d'infiltration de personnes étrangères», a-t-on indiqué de mêmes sources. D'aucuns estiment que ladite décision peut à la longue et compte tenu de plusieurs paramètres sécuritaires, constituer une faute d'appréciation aux conséquences fâcheuses. La tendance est de renforcer de tels sites pour éviter tout impondérable.

Daoud Allam

Un voleur de téléphone trahi par le GPS

Quelle bévue ! Un individu vole un mobile dont il méconnaît les options de fonctionnement et il l'aura appris à ses dépens.

Le vol réussi d'avoir «piqué»à un automobiliste son «gadget» sophistiqué, un Samsung Galaxy de dernière génération, et ignorant vraisemblablement qu'il pouvait être localisé avec précision, son premier réflexe c'est de trouver un acheteur.

Aussitôt la plainte déposée par l'automobiliste auprès de la 5e Sûreté urbaine de Mostaganem, les investigations commencèrent par la localisation de l'objet volé. Resté en contact avec l'ordinateur de bord du véhicule de la victime, le téléphone est vite repéré, et les enquêteurs se retrouvèrent dans le commerce de B. H. qui venait de l'acheter pour la somme de 24 000 D.A.

Identifié, le «malheureux» voleur, A. B., 26 ans, fut écroué, alors que le présumé receleur fut convoqué pour une citation directe devant le tribunal correctionnel.

A. B.